

**Zeitschrift:** Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura

**Herausgeber:** Association pour la défense des intérêts du Jura

**Band:** 20 (1949)

**Heft:** 11

**Artikel:** Les perspectives d'exportation de l'industrie horlogère au lendemain des dévaluations

**Autor:** Böhi, Hans

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-825549>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# LES INTÉRÊTS DU JURA

Bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura  
CHAMBRE D'ÉCONOMIE ET D'UTILITÉ PUBLIQUE DU JURA BERNOIS

XXe ANNÉE

PARAIT UNE FOIS PAR MOIS

N° 11. Nov. 1949

## SOMMAIRE :

*Les perspectives d'exportation de l'industrie horlogère  
au lendemain des dévaluations*

*Les revendications jurassiennes : Rapport de la Commission de l'instruction publique,  
sous-commission des écoles de langue allemande.  
Chronique bibliographique.*

## Les perspectives d'exportation de l'industrie horlogère au lendemain des dévaluations

Les dévaluations des monnaies étrangères, en septembre dernier, ont réveillé le souvenir fâcheux des terribles années de crise 1931 à 1933. A cette époque où, comme aujourd'hui, une grande partie des monnaies les plus importantes perdirent leur équivalence or, notre pays devint, comme tout partenaire du bloc or, un îlot de vie chère et de coût de production élevé. Cependant en constatant que, dans tous les pays, l'activité commerciale n'a rien perdu de son intensité au cours du mois d'octobre et que nulle part ces dévaluations ne semblent avoir de conséquences fâcheuses, on a retrouvé le calme et on attend maintenant avec plus de tranquillité et de confiance les effets de ces opérations sur les marchés mondiaux. Cette attitude confiante et tranquille est-elle justifiée ou repose-t-elle sur une évaluation trop optimiste des risques qui menacent notre économie nationale ? Telle est la question que nous aborderons ci-dessous, en l'envisageant principalement dans ses rapports avec l'avenir de l'industrie horlogère.

### I.

Pour juger de la situation économique et des perspectives d'exportation des industries de notre pays, de l'industrie horlogère en particulier, on ne saurait oublier que la situation actuelle de l'économie mondiale est totalement différente de ce qu'elle était en 1931. Alors qu'à cette époque une paralysie mortelle, aggravée par la dévaluation de la livre, s'emparait peu à peu du commerce mondial, aujourd'hui les manipulations monétaires ne semblent guère affecter la conjoncture mondiale. Il y a dix-huit ans, toute confiance en l'avenir économique avait disparu, personne n'osait projeter ou entreprendre quoi que ce fût de nouveau. La plupart des industries développées en vue d'augmenter la capacité de production et la richesse nationale étaient arrêtées, tandis qu'une foule de chômeurs peuplaient les rues.

Le souvenir de ces temps encore peu éloignés hante la pensée des ouvriers, des entrepreneurs, des économistes et réapparaît à chaque

transformation profonde de la situation économique. Pour comprendre cette phase malheureuse du développement économique mondial, il y a lieu de se rappeler ce qui s'est produit aux environs de 1880. De même qu'à la stagnation de l'économie mondiale — surmontée grâce à l'impulsion donnée par des découvertes techniques, à la poursuite de buts nouveaux et à la mise en œuvre de plans de modernisation des pays arriérés — succéda alors une période d'extrême activité, de même la grande crise des années trente fut suivie d'une époque prospère. Le commerce redévoit florissant. La réalisation des plans et des projets visant à accroître le bien-être assura pour un certain temps la pleine occupation et de hauts revenus dans presque tous les secteurs de l'économie mondiale. Nous ne savons cependant pas combien de temps peut durer cette phase heureuse.

La guerre et ses suites sont en partie à l'origine de la haute conjoncture qui règne actuellement dans l'économie mondiale, comme ce fut le cas en Europe après chaque grande guerre. Destructions et privations suscitent en effet d'énormes travaux de reconstruction. Aujourd'hui encore, alors qu'on a déjà remédié à la pénurie de vivres, les industries du bâtiment et des machines des pays ravagés par la guerre sont en grande partie occupées au rééquipement et à la modernisation des usines, ainsi qu'à la réfection des habitations détruites ; ces travaux les occuperont encore longtemps. Relevons à ce propos les investissements considérables faits par l'Angleterre, afin de ranimer la capacité de production de ses industries. Après de longues années d'abandon, la construction des logements est poussée à l'extrême dans le but de compenser les destructions dues à la guerre, ainsi que pour assurer un toit aux ménages fondés depuis la fin des hostilités, car pendant celles-ci rien n'a pu être fait dans ce domaine. Il en va de même en France, en Italie, en Hollande, partiellement aussi en Belgique, où cependant on travaille moins résolument, mais avec plus de prudence à vaincre les déficiences dues à la guerre et à la crise ainsi qu'à rattraper le retard qui a affecté la modernisation des installations techniques et l'extension des moyens de production.

Dans la plupart de ces pays, on s'efforce simultanément de relever, par des mesures sociales, le niveau de vie et de couvrir les besoins de consommation des grandes masses, dans la mesure où les moyens nationaux joints à l'aide des Etats-Unis le permettent. Dans ce domaine aussi, l'Angleterre procède avec l'énergie la plus remarquable et le moins d'hésitations. De grands investissements et une aide aux consommateurs suscitent, en Angleterre surtout, une demande extraordinaire, en sorte que dans ce pays, comme dans plusieurs de ceux qui ont participé à la guerre, le problème consiste plutôt à freiner des demandes excessives qu'à trouver de nouveaux débouchés.

Il est cependant curieux que dans certains pays épargnés par la guerre, aux Etats-Unis et dans les Etats de l'Amérique centrale et méridionale notamment, une activité analogue se manifeste ; là également, on assiste à une intensification considérable des constructions ainsi qu'à une extension des moyens de production existants. Aux Etats-Unis, cela tient au fait que, pendant les années de crise et de guerre, le renouvellement et la modernisation des installations de production ont été entravés. L'Etat lui-même n'a-t-il pas délaissé son réseau routier, en raison principalement des tâches urgentes que son armement lui

imposait ? Les centrales électriques et les usines assurant la répartition du gaz et de l'eau n'ont pu se développer normalement entre 1930 et le début de la guerre ; et par la suite, elles n'ont pas obtenu les matériaux nécessaires à leur extension. Entre temps la population de cet immense pays a fortement augmenté, si bien qu'aujourd'hui c'est à vingt-cinq millions de personnes de plus qu'en 1930 qu'il s'agit de fournir le confort moderne.

Le « boom » formidable qui s'est produit aux Etats-Unis au lendemain de la guerre provenait essentiellement du fait que toutes les industries voulaient se procurer les machines les plus modernes et profiter de tous les progrès techniques réalisés au cours des quinze dernières années. En même temps, après les privations des années de guerre, les consommateurs éprouvaient le besoin de remplacer ces divers objets sans lesquels les Américains ne croient pas pouvoir vivre : radios, machines à laver, frigidaires, automobiles. Avec une diminution du rythme des investissements industriels, on observe aujourd'hui aux Etats-Unis un accroissement des fonds mis à la disposition de l'économie privée pour la construction de centrales électriques et autres installations d'utilité publique.

Dès lors, le léger recul des commandes industrielles est compensé par une augmentation des commandes de l'Etat. C'est surtout la réfection et l'extension du système routier, négligé pendant la guerre et ne satisfaisant plus un trafic fortement accru, qui revêtent un caractère d'urgence. Outre cela, de grands projets pour l'aménagement des terres et les corrections fluviales attendent d'être exécutés. Mais ce qui doit permettre à la haute conjoncture de persister, c'est avant tout la pénurie d'appartements. Peu de logements ont été construits pendant la crise et la guerre, alors que le nombre des ménages a considérablement augmenté. Grâce aux grands travaux qui se révèlent ainsi nécessaires, la conjoncture s'est avérée très stable aux Etats-Unis, en dépit de toutes les craintes ; et il y a de bonnes raisons de croire que le ralentissement des affaires qui suit toute période d'intense activité ne se produira pas prochainement.

De leur côté, les Etats de l'Amérique du Sud poursuivent la réalisation de plans très ambitieux. Ils créent de nouvelles industries, afin de procurer du travail à leur population constamment croissante et de rendre leur économie nationale moins sensible aux fluctuations du marché des matières premières. S'il est vrai que ces industries, dirigées et soutenues par l'Etat, ont déjà éprouvé bien des difficultés, elles n'en subsistent pas moins, procurant du travail à une main-d'œuvre considérable et provoquant une incessante demande de produits industriels, surtout de machines et de produits chimiques. De vastes projets du même genre ont été adoptés aux Indes et dans divers Etats coloniaux devenus récemment indépendants. D'autre part, dans les Dominions anglais du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud, un développement industriel considérable, souvent prématûr, se produit, qui a également pour effet d'engendrer une grande demande de moyens de production.

Nous avons donc devant nous un processus d'extension économique s'étendant au monde entier et se développant surtout dans les pays d'outre-mer. Ce processus est en partie dirigé et soutenu par les Etats, en partie dû à l'initiative privée. Il sera certainement suivi d'un

fléchissement de la conjoncture ; mais, pour le moment, aucun symptôme ne s'en est encore manifesté. Les grandes commandes d'armements qu'a engendrées la tension existant entre les puissances occidentales et les territoires soumis à l'influence soviétique soutiennent la conjoncture, et cela particulièrement sur le marché des matières premières.

Pour ces raisons, la production et le chiffre d'affaires sont fortement plus élevés qu'ils ne l'étaient avant la guerre et cela est particulièrement vrai dans les pays d'outre-mer. Aux Etats-Unis, le niveau de la production industrielle, en 1948, dépassait de 70 % celui de 1937, au Canada de 69 %, en Argentine, en 1947, de 62 %, et en Europe, en 1949, les chiffres de production de 1938 ont été presque partout dépassés.

L'immense hausse des revenus causée par cet accroissement de la production a suscité une augmentation de la vente des montres dans les pays qui n'avaient pas contingenté l'importation de ces produits. Par exemple, la valeur des exportations horlogères vers les Etats-Unis a été cinq fois plus grande en 1948 qu'en 1937. Il en fut de même en ce qui concerne les exportations vers l'Amérique du Sud. Quant aux exportations vers l'Afrique du Sud et le Canada, elles ont respectivement sextuplé et triplé au cours de cette même période. Même si l'on tient compte de la hausse du prix des montres, il est manifeste que le nombre des pièces vendues a augmenté. Ces faits nous permettent de tirer des conclusions quant aux possibilités de vente dans les pays où nos exportations ont été limitées artificiellement.

Le développement du marché des matières premières, au lendemain de la dévaluation, témoigne de l'importance de la demande qui règne encore aujourd'hui, malgré l'augmentation considérable de la production et les contraintes exercées sur les marchés de ventes dans la plupart des pays à production autonome. Quoique les pays qui ont dévalué aient perdu une part considérable de leur pouvoir d'achat, le prix or des matières premières n'a que faiblement baissé, à l'encontre de toutes les prévisions ; dans certains cas, il est même demeuré stable, tandis que les prix en monnaie dévaluée s'élevaient partout considérablement. Cependant les gains appréciables qui, dans les pays à monnaie dévaluée, ont résulté de ces circonstances pour les producteurs de matières premières ne tarderont pas à entraîner une augmentation de la production et de l'offre, circonstance qui, à la longue, causera un certain fléchissement des prix. Toutefois dans le secteur des matières premières, on ne doit pas, pour le moment, s'attendre à l'écroulement des prix, seul danger qui pourrait actuellement menacer la conjoncture mondiale.

A une époque de grande demande et de plein emploi, comme la nôtre, où règne encore par places un excédent de la demande, la dévaluation des monnaies de nombreux pays agira autrement et moins dangereusement sur nos exportations que ce ne serait le cas à une époque de crise générale. Il est vrai que nos produits rencheriront fortement dans les pays à monnaie dévaluée, mais, en raison du manque général de marchandises, les produits de bonne qualité seront encore demandés.

Afin de mieux comprendre les effets de la dévaluation dans la situation générale que nous avons décrite, il faut étudier de plus près

ce qu'elle signifie pour les pays ayant subi la dévaluation ; c'est ce que nous allons faire au cours des paragraphes qui suivent.

## II.

La raison décisive de la dévaluation en Angleterre et dans les pays du bloc sterling fut le déséquilibre qui entraînait un perpétuel déficit dans le commerce extérieur et dans les relations de paiement avec les pays à monnaie forte, avant tout ceux du bloc dollar. Les exportateurs suisses, de même que nos représentants commerciaux à l'étranger, ont constaté au cours des dernières années que nos exportations dépassaient toujours les possibilités de paiement créées par nos achats chez nos partenaires à monnaie faible ; c'est ainsi qu'à plusieurs reprises l'Angleterre a dû nous envoyer de l'or puisé dans ses maigres réserves monétaires. Nos achats dans les pays du bloc sterling, de même qu'en Suède et en Hollande, partiellement aussi en France, ont été insuffisants, d'une part à cause des prix trop élevés, d'autre part aussi en raison de la carence des livraisons ou de la qualité peu satisfaisante des marchandises livrées. Cette insuffisance des livraisons était la conséquence d'une demande intérieure de plus en plus forte, la consommation étant soutenue par les subventions de l'Etat, et les grands investissements à l'intérieur absorbant une trop grande quantité de la production. Les difficultés de paiement que nous avions à l'égard des pays à monnaie faible s'aggravèrent encore lorsque nos importations se mirent à diminuer fortement, dès la seconde moitié de 1948, à la suite des achats exagérés faits à la fin de la période de pénurie. Le déficit de notre bilan commercial tomba de 1200 millions de francs, dans la première moitié de 1948, à 300 millions de francs dans la seconde moitié, le 36 % seulement de ce déficit se répartissant sur les pays à monnaie faible. La diminution de nos versements en francs obligea nos partenaires à limiter toujours plus sévèrement les contingents d'exportation qu'ils nous avaient alloués, d'où l'on voit que même sans la dévaluation, nos possibilités d'exportation vers ces pays auraient été considérablement réduites dans les mois à venir. Nos partenaires commerciaux réduisirent surtout l'importation des marchandises qu'ils jugeaient sans importance pour l'accroissement de leur propre industrie ou pour la consommation des masses, c'est-à-dire l'importation des « biens non essentiels », ce qui affecta spécialement l'industrie horlogère. C'est ainsi que la valeur des exportations d'horlogerie destinées à la France en 1948 n'atteignit même pas celle de 1937 ; pour ce qui est de l'Angleterre, les exportations ne purent être augmentées que très faiblement par rapport aux années d'avant guerre. Vu la forte augmentation du prix des montres, ces conditions impliquent une forte réduction des quantités exportées.

Toutefois la demande de montres dans ces pays ayant augmenté considérablement, en partie en raison du retard dû aux années de guerre, en partie à cause de l'élévation relative des revenus, nos exportations n'ont pu répondre qu'à une part restreinte de la demande. Cependant, les industries horlogères des pays en question n'ont, elles non plus, pas toujours été capables de couvrir les possibilités qu'offrait le marché, spécialement en ce qui concerne la montre de qualité.

La dévaluation a eu pour but de vaincre ce déséquilibre par un changement du niveau des prix. L'abaissement des prix de vente à l'étranger

devait stimuler l'exportation, et le renchérissement des marchandises importées réduire l'importation. Ce qu'on avait obtenu précédemment par les restrictions qu'ordonnait l'Etat, c'est-à-dire la réduction des importations, serait dès lors obtenu par une modification des prix. Il est cependant douteux que ces mesures causent une diminution de la vente des montres dans ces pays. Naguère, on ne pouvait contenter qu'une partie restreinte de la demande effective. Même si cette demande diminuait fortement en Angleterre et en France, à cause du renchérissement de nos montres, on peut douter qu'elle descende au dessous du niveau de nos modestes livraisons antérieures, précisément parce que celles-ci étaient toujours très inférieures à la demande. Nous pouvons citer un exemple analogue, celui du développement du tourisme.

Les voyages en Suisse avaient également beaucoup renchéri pour les Anglais. Ici aussi, une petite partie seulement de la demande avait été satisfaite ; or, après la dévaluation, il reste encore plus de demandes qu'il n'est possible d'en satisfaire à cause du contingentement des devises disponibles. Le cas des exportations horlogères ne sera guère différent.

On doit naturellement se demander quelles vont être, après la dévaluation, les possibilités de paiement de nos exportations. La baisse de prix des marchandises de provenance anglaise, française ou des pays du bloc sterling incitera nos importateurs à augmenter leurs achats et à s'approvisionner plus volontiers dans les pays du bloc sterling ou autres pays ayant dévalué que dans les contrées appartenant au bloc dollar. Ces pays seront-ils capables de livrer des marchandises en suffisance ? Ils nous livreront probablement davantage qu'à des partenaires à monnaie dévaluée, parce que nous leur payerons de meilleurs prix. Il n'est donc pas impossible que leurs recettes en francs suisses tendent à augmenter malgré la baisse des prix, et que leurs possibilités de paiement pour l'achat de marchandises suisses en soient accrues.

La France s'est montrée d'accord de relâcher à notre égard ses restrictions d'importation, pour autant que nous soyons prêts à lui faire certaines concessions dans le domaine de la politique commerciale. Par contre l'Angleterre ayant limité les facilités d'importation aux pays à monnaie faible, nos livraisons y seront rendues encore plus difficiles par cette discrimination commerciale, quoique nos montres n'auront pas à y souffrir beaucoup de la concurrence. Ajoutons que la valeur en francs suisses de nos contingents d'exportation a été réduite par la dévaluation, du fait que le montant de ces contingents avait été fixé en livres sterling. Cependant, pour autant que nos exportations et nos paiements en devises se développent favorablement, les contingents d'exportation actuellement à notre disposition pourront probablement être augmentés.

Nous constatons ainsi que dans les pays à monnaie dévaluée, on n'a pas à craindre, pour un certain temps encore, une forte régression des ventes. Leur niveau ne s'abaissera pas au-dessous des contingents accordés qui — il est vrai — sont déjà très réduits. Remarquons enfin que ces pays constituent un bon tiers du champ de nos exportations horlogères totales, même en ne comptant que les pays ayant fortement dévalué, c'est-à-dire ceux du bloc sterling, la France, la Hollande, la Suède et d'autres, mais non la Belgique, le Canada et l'Italie.

Dans les pays dont la monnaie est restée stable ou n'a que peu changé, nos exportations ne subiront pas de renchérissement direct ou seulement un renchérissement de moindre importance. Le client principal de notre industrie horlogère, les Etats-Unis, fait partie des pays dont la monnaie n'a pas fait l'objet de manipulation. Au sujet de ce dernier groupe, on peut se demander si les pays à monnaie dévaluée seront capables sous peu de faire une concurrence dangereuse à l'horlogerie suisse.

Cette intervention est peu probable pour plusieurs raisons. Ce fut surtout la France qui, parmi les pays à monnaie dévaluée, prit une certaine importance après la guerre comme exportateur de montres en gros. Or la pression de la demande à l'intérieur même du pays et le degré d'occupation constamment élevé de la main-d'œuvre, aussi bien que certaines difficultés techniques, ont empêché cependant un accroissement de la production horlogère. Ainsi une augmentation sensible des exportations françaises n'est pas à craindre. Quant à la montre de qualité, c'est encore notre pays qui fournit la plus grande partie de la production mondiale, en sorte que la concurrence des pays à monnaie dévaluée n'a qu'une importance secondaire, d'autant plus que la demande de ce genre d'article se maintient dans les pays du bloc dollar. Une extension rapide de la production des montres de qualité n'est guère possible, ce travail exigeant une longue expérience dans l'organisation et la direction des entreprises ainsi qu'une formation et un apprentissage prolongé des ouvriers. La situation technique de la montre suisse s'est en outre améliorée par rapport à ce qu'elle était avant la guerre, puisque on a eu, chez nous, le temps et l'occasion d'améliorer la fabrication, alors que, chez nos concurrents, la guerre absorbait toutes les forces. Nous pouvons donc envisager avec confiance les perspectives d'exportation de l'industrie horlogère et n'avons pas à craindre de graves dommages venant de la dévaluation. Le soutien le plus important des exportations horlogères est évidemment une conjoncture mondiale favorable permettant à chacun d'avoir sa place au soleil.

HANS BÖHI

---

## Les revendications jurassiennes<sup>1</sup>

*Rapport de la Commission de l'instruction publique,  
sous-commission des écoles de langue allemande*

Président de la Commission de l'instruction publique : M. Ali Rebetez, Porrentruy.

Composition de la sous-commission : M. Waldemar Wüst, président ; Albert Chavanne, Glovelier ; Henri Farron, Delémont ; Lucien Morel, Saint-Imier ; Frédéric Reusser, Moutier ; René Steiner, Delémont.

### Les écoles allemandes dans le Jura

1. **Introduction.** — Le problème de la germanisation du Jura, avec son corollaire le problème des écoles de langue allemande, ne date pas d'aujourd'hui.

1) Voir bulletin No 9/1949.